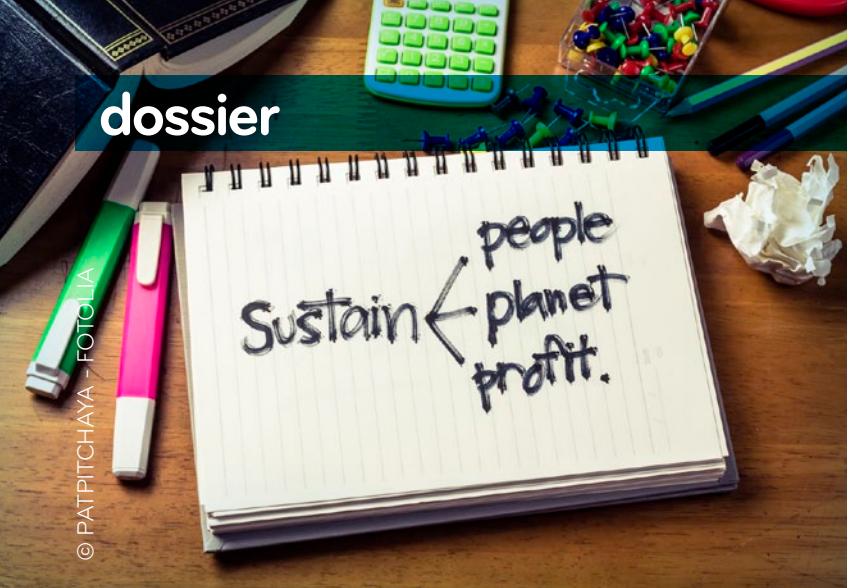


Ils ont vécu côte à côte durant des décennies: les activistes environnementaux et les agents de la coopération. Ils partageaient une même aspiration à un monde meilleur, mais poursuivaient leurs propres objectifs et puisaient à des sources différentes. Aujourd'hui, c'est chou vert et vert chou. Sauvegarde de l'environnement et coopération au développement ne font plus qu'un. Car les anciennes conceptions sont dépassées.

A photograph of an oil field with several blue and red pumpjacks in the foreground and middle ground. The sky is overcast with grey clouds. The ground is dry and dusty.

Une planète en apnée

Développement et environnement: même combat



Sustain ← people
planet
profit.

“Le concept des trois P de Personnes, Planète et Profit est aujourd’hui totalement dépassé.”

Je rencontre mes interlocuteurs alors que le combat bat son plein, entre l’encyclique papale qui considère la sauvegarde de l’environnement comme un devoir moral, la conférence internationale sur le financement du développement en Éthiopie, le sommet *Objectifs de développement post-2015* à New York et la conférence environnementale à Paris. L’instant est important, plus important que jamais... Un peu partout, on prend tout doucement conscience que les formes classiques de développement sont en décalage par rapport à la réalité et que l’objectif *zero hunger* ne peut être atteint sans une approche environnementale. Dorénavant, la coopération au développement doit s’opérer différemment. De manière plus durable.

Une réflexion à courte vue

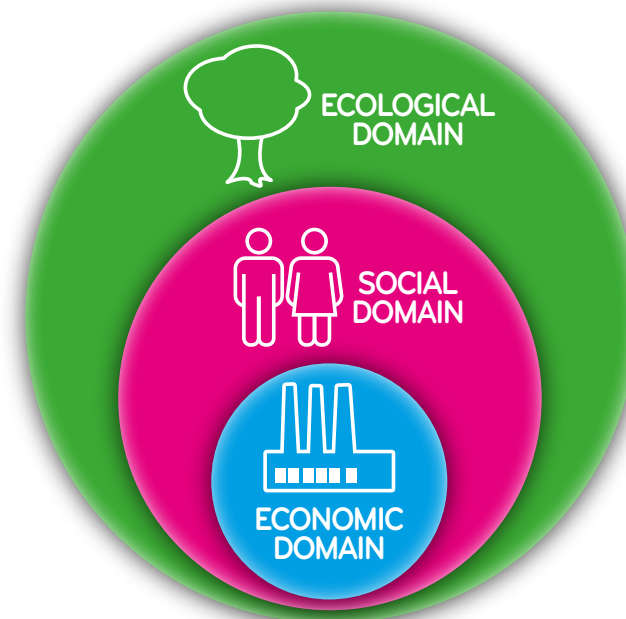
Pour **Lies Craeynest**, conseillère EU sur le changement climatique et la sécurité alimentaire globale chez Oxfam, la clé d’une

nouvelle conception du développement réside dans une perception différente du progrès. « Le modèle de développement actuel est axé sur la croissance, exprimée en PNB et en progrès économique. Mais lorsqu’un pays est touché par une catastrophe, le produit national augmente en raison de l’activation des services et des flux financiers. Si beaucoup de denrées périssables sont vendues et consommées, le modèle de développement actuel, axé sur l’extraction, y voit un progrès. L’on peut quand même difficilement parler de “progrès”, non ? Actuellement, le développement est le privilège de la tranche supérieure de 10 % qui peut non seulement s’offrir ces matières premières onéreuses, mais également se protéger contre les conséquences de l’utilisation illimitée. Le développement qui ne tient pas compte des limites de notre



Jan Wyckaert

Le modèle de la limite biophysique de la Terre



“Si je donne de l’argent, j’externalise le problème.
Si je dois vivre différemment, la balle est dans mon camp.”



© PHOTOGRAPHEEU - FOTOLIA

planète et qui ne vise pas une redistribution, n'est pas un véritable développement. Si nous poursuivons cette tendance, 1 % des plus riches posséderont bientôt autant que les autres 99 %.

Danser en haut du ravin

Jan Wyckaert, responsable strategy & stakeholder engagement chez Îles de Paix, partage cette inquiétude. « La croissance économique du Nord stagne depuis 2008, une nouvelle conception du développement s'impose. Depuis la chute du mur de Berlin, le monde entier adopte une vision libérale. La planète est considérée comme un gigantesque marché, avec toutes les conséquences qui en résultent. La moitié du Groenland fond en été et les sociétés pétrolières cherchent dans ces zones dégagées de nouvelles réserves de pétrole afin de répondre à la demande des pays BRICS dans leur mouvement de rattrapage industriel. La seule et unique réponse du monde politique demeure la croissance : produire davantage, consommer davantage, si possible dans le “respect” de la nature. Mais cette conception du développement durable, avec les trois P de Personnes, Planète et Profit, qui se tiennent en équilibre mais ne se limitent pas, est aujourd'hui totalement

dépassée. Un nouveau modèle, celui de la limitation biophysique de la Terre, est à présent accepté de manière générale par les scientifiques. Ce modèle consiste en des cercles concentriques, avec au centre l'économie, puis le social, et la limite biophysique du côté extérieur. L'environnement limite les deux autres. Tout est lié : si l'on dépasse l'une des limites, le système tout entier s'effondre. Mais aujourd'hui, nous ne respectons pas cette limite biophysique. Nous puisons dans la Terre que ce qu'elle ne génère. »

L'identité d'un citoyen du monde

Si nous voulons jouer un rôle prépondérant, à la fois en tant qu'acteurs du développement et en tant qu'individus, nous devons changer notre regard sur la production et la consommation, nous dit **Jan Wyckaert**. « L'idée du *global citizen* constitue une approche intéressante à cet égard : comment puis-je modifier radicalement mon propre modèle de consommation et de production de telle sorte que le quotidien d'autres personnes s'en trouve amélioré ? Le principal écueil, c'est la mentalité individuelle des gens, à savoir ce à quoi ils empruntent leur identité : une belle voiture, un voyage supplémentaire à la montagne, des dîners dans les meil-



Harro van Asselt, chercheur au SEI Oxford Centre, explique en quoi des fonds supplémentaires en faveur du climat peuvent faire obstacle à la pensée transversale.

© VIPERAGP - FOTOLIA

leurs restaurants... De plus en plus de personnes empruntent leur identité à d'autres biens, tels que leur vélo, l'élevage d'abeilles ou la participation à la vie urbaine. Mais comment peut-on accélérer ce changement d'attitude? Donner de l'argent aux pauvres peut constituer une solution temporaire, mais il est plus judicieux de rendre notre propre environnement plus durable. Si je donne de l'argent, j'externalise le problème. Si je dois vivre différemment, la balle est dans mon camp. »

La perspective Nord-Sud dépassée

Le modèle de production et de consommation illimitées et ses conséquences environnementales et économiques crée une gigantesque inégalité, mais cette inégalité est devenue une donnée mondiale. Il ne s'agit plus du Sud pauvre et du Nord riche, mais d'une tranche supérieure toujours plus riche, partout dans le monde, et d'une base de plus en plus pauvre. Alors que la Grèce est dans une impasse, les centres commerciaux poussent comme des champignons à Jakarta ou Nairobi.

On réalise de plus en plus que la perspective Nord-Sud est dépassée. Les objectifs du

New and additional, un principe à double face

“ La plupart des pays qui fournissent de l'aide estiment qu'il est justifié que l'environnement soit repris dans les programmes d'aide internationale. Les pays en développement craignent toutefois que l'attention consacrée au climat n'épuise totalement le budget du développement, au détriment des thèmes classiques tels que la santé et l'enseignement. Raison pour laquelle a été introduit le principe selon lequel le financement du climat des pays en développement doit être 'new and additional' et doit donc venir s'ajouter au budget du développement. Les pays tels que la Norvège et la Suède, qui fournissent aujourd'hui déjà 1 % de l'aide au développement, considèrent leurs efforts supplémentaires comme 'new and additional', ce que n'approuvent pas certains pays en développement et des ONG critiques. Personnellement, je trouve cette ventilation entre aide au développement traditionnelle et aide climatique plutôt

artificielle. Souvent, les mesures en faveur du climat ont un impact direct, notamment au niveau économique. La sauvegarde de l'environnement doit devenir un thème transversal, qui traverse tous les domaines du développement. De nombreux organismes donateurs sont déjà sur la voie de l'approche intégrée de la dimension climatique. Ils soumettent leurs projets à un test d'impact climatique et adaptent leur portefeuille, font rapport, s'échangent des best practices.” Lies Craeynest (Oxfam) reconnaît qu'il est néfaste de penser dans des cases. Mais elle condamne la pratique actuelle des pays donateurs qui consiste à puiser les coûts supplémentaires liés à l'adaptation climatique dans un pot stagnant de fonds de développement : “Les coûts augmentent, mais les aides financières restent à la traîne et demeurent bien en dessous de la promesse des 0,7 %, qui ne prenait même pas le changement climatique en considération.”



© WEIM - FOTOLIA

millénaire pour le développement (OMD) plaçaient encore des thèmes tels que la santé ou l'égalité des sexes dans un cadre dans lequel le Nord riche et intelligent devait fournir des ressources au Sud désavantagé. Mais le monde a changé, et les objectifs du millénaire ont été remplacés ce mois-ci, lors de la conférence des Nations Unies à New York, par des *objectifs de développement durable* (ODD). « Il s'agit d'un moment charnière dans la conception du développement », nous dit **Hanne Knaepen**, Policy Officer pour le changement climatique et la sécurité alimentaire auprès du ECDPM. « Les ODD sont basés sur le principe d'universalité. Dans le monde actuel, tout est lié, nos besoins ET nos efforts sont collectifs. C'est pourquoi les ODD ne partent plus du principe que le Sud doit s'adapter ou que le Nord doit devenir plus durable. Cette image est tronquée, car l'Europe a réduit

ses émissions, alors que certains pays en croissance, tels que l'Afrique du Sud, ont des taux d'émission gigantesques. Chaque pays devra contribuer au bien-être de cette unique planète que nous partageons. Est-ce réaliste ? Les OMD n'ont été atteints que partiellement et ce sera également le cas cette fois-ci. Pourtant, pareils objectifs ambitieux sont importants dans le sens où ils donnent une orientation. Désormais, le principe d'universalité peut être utilisé pour exercer de la pression. Malheureusement, à l'heure actuelle, les engagements climatiques ne sont pas encore légalement contraignants. »

Droit à la prospérité = droit de polluer ?

Une question demeure toutefois brûlante : comment pouvons-nous intégrer dans cette nouvelle conception de la durabilité l'aspi-

ration à davantage de prospérité des pays qui se situent en queue de peloton ? Quid de leur droit à la prospérité ? L'Occident a amélioré pendant des siècles ses conditions de vie en faisant avidement usage de tout ce que la Terre produisait. **Lies Craeynest** : « Le monde industrialisé a une dette historique. Il doit prendre la direction des opérations et aider les autres dans la coûteuse transition vers une économie et une politique énergétique durables. Par ailleurs, la philosophie de la durabilité correspond également à la volonté et à la vision propres de nombreux pays pauvres. Ils prennent conscience qu'ils ont eux-mêmes intérêt à une politique environnementale poussée car ils ont le plus grand impact écologique. Le droit de polluer laisse la place à une voie plus intéressante, moyennant le soutien financier des pays riches. De plus en plus de pays africains, tels que le Gabon ou l'Éthio-



Lies Craeynest



© ALEN-D - FOTOLIA

La courbe du bien-être

La courbe du bien-être place les pays sur les axes du PNB et de l'empreinte écologique.

Un pays comme le Niger se situe en bas à gauche avec un faible PNB et une faible empreinte écologique. La Belgique partage avec d'autres pays riches une place tout en haut dans le coin supérieur droit : notre PNB est élevé, à l'instar de notre empreinte écologique. Cuba se situe

au milieu de la courbe et maintient un équilibre entre PNB et empreinte écologique. Bien-être et prospérité augmentent en parallèle jusqu'à un certain niveau, mais ensuite cette courbe s'aplatit et le bien-être n'augmente plus lorsque la prospérité continue de croître. Pour qu'un maximum de personnes puissent atteindre une base équilibrée de bien-être et que des pays tels que le Niger puissent grimper sur la

courbe, il faudra que les pays à forte prospérité réduisent leur croissance économique et leur empreinte écologique jusqu'au niveau garantissant encore un bien-être suffisant. Les riches citoyens du monde peuvent alors se poser la question de savoir si après avoir atteint la limite de bien-être, ils souhaitent encore augmenter leurs bénéfices, ou s'ils souhaitent plutôt y substituer d'autres biens tels que les loisirs.

pie, optent pour une approche différente en matière d'énergie, afin d'assurer leur indépendance par rapport au marché volatile des combustibles fossiles. »

L'expertise du Sud

Aujourd'hui, l'expertise dans le domaine des pratiques favorables au climat n'est plus non plus un acquis exclusivement occidental. Dans les années 90, le climat était considéré comme un problème technico-scientifique, et non comme une question de développement. À l'époque, seul l'Occident, avec son bagage technique, pouvait apporter une contribution significative. Aujourd'hui, la situation est différente. **Hanne Knaepen** : « Depuis des décennies, les gens s'adaptent aux circonstances modifiées et cette connaissance du Sud est à présent incorporée dans le processus de réflexion. Cela favorise l'ownership des mesures climatiques. L'Éthiopie est un exemple-type de la force de décision du Sud. L'ancien premier ministre, Meles Zenawi, était un visionnaire qui comprenait la gravité du problème climatique. Par ailleurs, il avait rapidement compris que des budgets importants allaient être libérés pour la sauvegarde de l'environnement et que son pays devait saisir cette

“Le principal écueil, c’est la mentalité individuelle des gens, à savoir ce à quoi ils empruntent leur identité.”

opportunité. Aujourd’hui, l’Ethiopie met tout en œuvre pour être une *non-carbon economy* d’ici 2025. »

Gagnants et perdants

Le fait que la philosophie de la durabilité acquiert une assise locale n’apparaît pas toujours clairement dans les négociations internationales, qui sont souvent en décalage par rapport à la réalité. **Lies Craeynest** : « Certains gouvernements sont déjà beaucoup plus loin dans leurs plans énergétiques que ce qu’ils disent dans les négociations internationales. La Chine fournit des efforts considérables, principalement en raison du fait qu’elle dépasse largement les normes de CO₂ de l’organisation mondiale de la santé. Mais si 1 milliard de Chinois misent sur une philosophie différente, cela a des répercussions internationales. C’est pourquoi les changements de mentalité nationaux ne sont pas toujours traduits en actions au niveau international. Les intérêts économiques, en premier lieu ceux du secteur charbonnier, empêchent la pensée

climatique de s’exprimer. Si nous voulons préserver notre planète d’un épuisement irréversible, 80 % des réserves actuelles en énergie fossile doivent être maintenues dans le sol. Il va sans dire que la résistance est importante... »

« La base publique pour une action en faveur du climat est toutefois bien plus grande que ce que reconnaissent les politiciens. 70 % de la population est disposée à faire des efforts en matière d’environnement, mais le comportement concret est dicté par des décisions politiques. La Belgique a l’un des systèmes fiscaux les moins verts. On n’ose pas toucher aux voitures de société. À chaque décision, il y aura des gagnants et des perdants individuels, mais les impôts verts servent l’intérêt général. C’est quelque chose de très concret : notre propre vie individuelle et collective. La Belgique a une société civile forte, très attachée à l’idée de solidarité, mais les médias et le monde politique ne soutiennent pas cette



Hanne Knaepen



© VIRYTHPEHJLJD89 - FOTOLIA

Adaptation et mitigation

Les mesures visant à lutter contre l’impact sur le climat peuvent être classées en deux catégories : adaptation et mitigation. Un mot d’explication.

Adaptation : Tous les pays, également la Belgique avec sa côte vulnérable, devront s’adapter au réchauffement climatique, qui atteint déjà aujourd’hui près de 1°C. Des décisions politiques difficiles devront déterminer ce qui sera protégé et ce qui ne le sera pas.

Mitigation : il s’agit des mesures qui s’attaquent aux causes des effets climatiques. Elles visent ainsi une diminution des émissions à effet de serre et une stabilisation du réchauffement. Il existe un accord international pour limiter le réchauffement à 2°C. Au-delà de cette limite, des plans d’adaptation devront être mis en place.

“ Si nous voulons préserver notre planète, 80 % des réserves en énergie fossile doivent être maintenues dans le sol. Il va sans dire que la résistance est importante.



idée, sous prétexte que la solidarité coûte trop cher, que les priorités se situent ailleurs en temps de crise. »

Qui paie les pots cassés ?

Le financement du développement durable demeure toutefois une question délicate. De nombreux pays se cachent derrière la crise économique pour ne pas tenir leur promesse d'assistance de 0,7 % d'ici 2015. Beaucoup de décideurs trouvent exagéré qu'en plus de cette enveloppe d'aide internationale, on exige encore un financement en faveur du climat. Ceux qui ressentent déjà les conséquences climatiques n'ont plus d'autre choix que de parer au plus urgent. Oxfam estime que des pays tels que l'Éthiopie et la Tanzanie paient deux à trois fois plus de leur propre poche que ce qu'ils reçoivent de la communauté internationale. Ils y sont bien obligés, pour protéger leur population, même s'ils ne sont pas responsables du problème climatique. Les budgets qui pouvaient être affectés à la santé et à

l'enseignement sont à présent destinés intégralement aux mesures environnementales. Il y a un duel permanent entre la politique climatique et la collaboration au développement, nous dit **Harro van Asselt**. Il est chercheur en international and European climate policy au Stockholm Environment Institute (SEI) à Oxford. « Il existe un important dilemme entre les programmes d'adaptation et de mitigation (*voyez cadre p. 19*). Pour parer au plus urgent, de nombreux pays pauvres misent surtout sur les programmes d'adaptation. Mais les pourvoyeurs de l'aide au développement accordent la priorité à la mitigation car une telle politique entraîne d'autres effets secondaires positifs. Le changement climatique n'est pas seulement un problème environnemental. La pollution locale de l'air a un impact direct sur la santé publique et les températures croissantes menacent la sécurité alimentaire. C'est pourquoi il est plus malin de réformer radicalement notre économie (mitigation) et de ne pas miser



© VLADSOGODEL - FOTOLIA

uniquement sur des mesures d'adaptation. » La plupart des pays l'ont compris, nous dit **Hanne Knaepen**, mais de nombreux intérêts sont en jeu. « L'Afrique a essayé d'adopter une position commune, mais la grande diversité de pays pauvres d'une part et des pays OPEC et BASIC d'autre part, fait qu'il est très difficile d'aboutir à une politique unitaire. Selon la logique politique, en effet, on ne gagne pas de voix avec le climat. Ce qui marche, par contre, c'est de déguiser le climat sous forme de sécurité alimentaire et de fourniture d'énergie, parce que cette pression se ressent concrètement. »

Prendre le pouls

La lutte contre la pauvreté est l'une des principales motivations pour les actions en faveur de l'environnement, mais la Belgique ne fait pas le meilleur choix du point de vue de l'environnement et du développement durable en voulant concentrer sa future politique en matière de développement uniquement sur l'Afrique, sur les pays les plus pauvres et sur les États fragiles et en écartant les middle income countries (MIC), estime **Bruno Verbist**, chercheur en agriculture et sylviculture tropicale pour Klimos à la KULeuven. « Les MIC connaissent une

importante industrialisation et c'est là que les mesures environnementales peuvent avoir le plus grand impact. L'expertise que la Belgique se constitue dans le soutien des pays confrontés à de graves problèmes environnementaux est d'un grand intérêt afin de pouvoir aider plus tard les États fragiles évoluant vers un statut de *middle income*. Nous devons continuer à suivre au plus près les développements dans ce domaine, notre large palette d'expertise et d'aide utile doit rester suffisamment large afin de rester pertinente. Il est vrai que dans les États fragiles, qui sont souvent situés en Afrique,

“Se décroisonner, sortir de son secteur et capter les signaux des autres, voilà ce à quoi nous devons aboutir.”

une plus grande partie de la population vit dans la pauvreté, mais en chiffres absolus, il y a plus de pauvres en Asie. »

Les initiatives qui concernent l'environnement et le développement et qui restent envisagées uniquement sous un angle sectoriel, atterrissent entre deux chaises, selon Bruno Verbist. « Un projet de reboisement, financé dans le cadre de 'l'énergie' – dans le but de stocker du bois de chauffage –, peut également générer de nombreux autres effets secondaires : positifs, comme le stockage de carbone, l'accroissement de la biodiversité,... mais aussi négatifs car la pression sur le pays peut augmenter. Un autre exemple est celui du biogaz. Pour les familles qui ont du bétail, cela génère non seulement de l'énergie, mais aussi du fumier hygiénisé et, après le raccordement des toilettes, une solution pour les sanitaires. Le fait que cela implique trois secteurs (énergie, agriculture et santé) ne cadre pas avec l'approche sectorielle actuelle. D'un point de vue purement énergétique, l'on opte encore souvent aujourd'hui pour des

technologies qui ont même des effets secondaires négatifs, mais qui fournissent plus rapidement des résultats. Il manque souvent une approche intégrée, avec une vision à long terme. La coopération belge au développement a désormais défini l'environnement comme une thématique transversale. Dans quelle mesure cela mènera-t-il à des programmes plus intégrés ? Se décroisonner, sortir de son secteur et capter les signaux des autres, voilà ce à quoi nous devons aboutir. »

Moment clé

Jan Wyckaert plaide, lui aussi, pour une conception du développement basée sur la complexité. « Tous les domaines politiques qui ont un impact sur l'empreinte écologique (la mobilité, l'économie, les loisirs, le logement, l'agriculture et l'alimentation, ...) doivent être imprégnés de durabilité. Tout est lié, la politique demande de la trans-



Bruno Verbist

Îles de Paix place le paysan aux commandes

Îles de Paix s'est penché sur la question de savoir comment nous devrons, d'ici 2050, nourrir 9 milliards d'êtres humains dans un contexte de 70 % de population urbaine, de réchauffement climatique, de pénurie de matières premières, de biodiversité réduite et d'émissions de CO₂ excessives. Notre système actuel dépasse largement la limite biophysique et à coups d'agrandissements d'échelle et de guerres des prix, il chasse en outre de la profession des millions de paysans. Les paysans ont toutefois en main la solution à ce problème écologique et social : en travaillant leurs terres en tant que paysans familiaux bien organisés et soutenus au niveau international conformément au principe de bonne gestion, ils sont en mesure de nourrir durablement la population urbaine croissante. Les organismes internationaux de premier plan tels que IAASTD arrivent à la même conclusion : l'agriculture familiale a indéniablement une dimension écologique supplémentaire, garantit un bénéfice économique et assure un lien direct avec la terre. Dans ce modèle, les paysans ne sont plus les victimes, mais sont aux commandes de ce qui se déroule au niveau mondial.

“Tous les domaines politiques qui ont un impact sur l’empreinte écologique doivent être imprégnés de durabilité.”

en savoir +

Internet

Klimos : une plateforme interuniversitaire qui mène des recherches sur le changement climatique et l’environnement dans la coopération au développement.

ECDPM : The European Centre for Development Policy Management

SEI : Stockholm Environment Institute

IAASTD: The International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development

Oxfam

Îles de Paix

versalité. Une ONG comme Îles de Paix devra aussi veiller à ce que le virage vers une agriculture durable au niveau mondial débouche sur de nouveaux modèles d’organisation et de collaboration. Raison pour laquelle Îles de Paix met en place des partenariats multi-acteurs, où les leaders issus de tous les secteurs conçoivent des modèles innovateurs et durables afin de relever les larges défis sociaux, espérant ainsi inspirer les dirigeants et autres acteurs. De plus en plus souvent, le Sud a une longueur d’avance sur le Nord dans cette conception de la durabilité. C’est pourquoi Îles de Paix fera de ses bureaux nationaux des bureaux autonomes d’un réseau pour le développement des connaissances qui se polliniseront en vue d’atteindre un niveau de connaissances encore supérieur. Nous nous trouvons à un moment clé dans l’histoire. Nous brisons un équilibre écologique, mais en même temps se développe une conscience collective, soutenue par le progrès technologique. » Des temps passionnants.

SYLVIE WALRAEVENS

